



www.sgb.ch | www.uss.ch
Schweizerischer Gewerkschaftsbund
Union syndicale suisse
Unione sindacale svizzera

LETTR'INFO SPÉCIAL 1^{ER} MAI 2015

Berne, le 23 avril 2015

Sommaire :

Appel du 1^{er} Mai de l'Union syndicale suisse	p. 1
Les 125 ans du 1^{er} Mai – Un miroir de l'histoire de la gauche et des syndicats, en Suisse aussi Ewald Ackermann, service de la communication de l'USS	p. 3
Le Solifonds dédie son action du 1^{er} Mai aux syndicats du Pakistan Yvonne Zimmermann, coordinatrice du Solifonds	p. 6
Appel du 1^{er} Mai de la Confédération syndicale internationale	p. 7

SGB – die grösste Arbeitnehmer/innen-Organisation der Schweiz
USS – la plus grande organisation des travailleurs et travailleuses de Suisse

PRESSE

Abonnements, désabonnements : infoletter@sgb.ch

Appel du 1^{er} Mai de l'Union syndicale suisse

Justice sociale – Pas d'exclusion !

En 1890, des syndicalistes sont descendus pour la première fois dans la rue un 1^{er} Mai, en Suisse comme dans le reste de l'Europe. Ils répondaient à l'appel du Congrès international des travailleurs de Paris qui, une année plus tôt, avait proclamé le 1^{er} mai Journée internationale du travail, suite au dur conflit de Chicago, dans le contexte de la grève pour la journée de travail de 8 heures. En Suisse aussi, les collègues revendiquaient haut et fort la journée de 8 heures. Mais les patrons leur opposaient une fin de non-recevoir. C'est contre cela que nous nous sommes battus.

La lutte pour de bonnes conditions de travail et une participation équitable aux fruits du travail a été dure, en Suisse aussi. Sur les lieux de travail et dans la rue. Les manifestations du 1^{er} Mai se sont toujours plus fait entendre, attirant toujours plus de monde. Depuis lors, nous avons beaucoup obtenu : dans de nombreuses entreprises, nous avons obtenu la journée de huit heures, la plupart du temps sur la semaine de cinq jours, ainsi que l'introduction des vacances, des hausses de salaire, une sécurité au travail améliorée et la création de l'assurance-maladie, de l'assurance-accidents et des rentes de vieillesse. Bref, le mouvement des travailleurs et travailleuses a conquis de haute lutte plus de justice sociale.

En 2015, ce combat n'est pas terminé. La Suisse n'a jamais été aussi riche qu'aujourd'hui. Elle pourrait se permettre d'offrir une vie meilleure à l'ensemble des travailleurs et travailleuses, à tous les retraités et toutes les retraitées. La réalité est malheureusement différente. Les disparités sociales croissent. La répartition des revenus et de la fortune est extrêmement inégale. L'écart entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas » se creuse. La mondialisation fait toujours plus de perdants. Les travailleurs et travailleuses sont rejetés hors du monde du travail, poussés vers l'aide sociale. Plus tard, ils paieront cette injustice en recevant des rentes de vieillesse plus maigres. Il devient plus difficile pour les jeunes d'entrer rapidement sur le marché normal du travail. Avec 4,9 %, le chômage est plus élevé que dans le Bade-Wurtemberg et la Bavière. Nous sommes bien loin du plein-emploi. Les pressions sur les salaires s'accroissent. Et la charge de travail a sensiblement augmenté. Tous ces faits inquiètent les gens. C'est contre cela que nous nous battons.

Au lieu de s'attaquer aux problèmes, les partis de droite, les milieux économiques et les patrons veulent miner la justice sociale. Nombre de patrons prennent prétexte de la forte surévaluation du franc, non seulement pour maintenir, mais même pour faire grossir leurs marges. Appliquant le principe selon lequel, quand les affaires marchent, on empoche les bénéfices et quand elles vont mal, on répercute les risques sur le personnel, ils introduisent des salaires en euros illégaux, baissent les salaires, délocalisent des emplois et prolongent la durée du travail. C'est contre ces « profiteurs de la crise du franc » que nous nous battons.

Au lieu de demander à la Banque nationale de remplir son mandat légal et d'œuvrer pour un cours de change franc-euro raisonnable, les partis de droite votent, à l'unisson des milieux économiques et propagent des recettes idéologiques bien connues : dérégulations, démantèlement des services publics, programmes d'austérité, régression sociale, baisses d'impôts pour les entreprises et les riches et renoncement à des mesures attendues depuis trop longtemps pour réaliser l'égalité salariale prescrite par la Constitution. C'est contre cela que nous nous battons.

Au lieu de résoudre les problèmes, on exploite la détresse et les peurs des gens en lançant des campagnes d'exclusion : contre les bénéficiaires de l'aide sociale, contre les rentiers et rentières de l'AI, contre les minorités religieuses et surtout contre les étrangers et les étrangères. Or, l'exclusion et les discriminations ne portent pas seulement atteinte aux personnes qu'elles frappent, mais aussi à toute la société. Et elles mettent en danger le bien-être. C'est contre cela que nous nous battons.

L'heure est à la justice sociale. Des salaires équitables et des rentes décentes, des conditions de travail de qualité, des emplois sûrs et l'égalité salariale entre femmes et hommes, c'est économiquement possible en Suisse. Il s'agit d'une question de volonté et de rapport de force. C'est pourquoi nous réclamons haut et fort des salaires décents, des rentes meilleures, de bonnes conditions de travail et le plein-emploi. Nous voulons une Suisse juste, solidaire, sans discrimination et ouverte. C'est pour cela que nous nous battons. C'est pour cela que, en ce 125^e anniversaire de la Fête du travail, nous lançons notre mot d'ordre à travers tout le pays : Justice sociale – Pas d'exclusion !

23 avril 2015

Lettr'Info Spécial 1^{er} Mai

<p>Les 125 ans du 1^{er} Mai Un miroir de l'histoire de la gauche et des syndicats, en Suisse aussi</p>
--

Noël et Pâques sont célébrés uniquement par la chrétienté, de même que carnaval. Le passage à la nouvelle année ne tombe pas partout un 1^{er} janvier. Les fêtes nationales ont lieu à des dates différentes selon les pays. Le 1^{er} Mai est le seul jour férié de portée véritablement universelle. C'est un jour férié dans plus de 100 pays et il y a désormais 125 ans qu'il est fêté.

Ewald Ackermann, service de la communication de l'USS/fq

Cela fait 125 ans donc que le 1^{er} Mai est fêté en Suisse, comme d'ailleurs sur toute la planète. Ce jour est un miroir de l'histoire des mouvements sociaux et des partis politiques, parfois très diversifiés, qui luttent pour la justice et les droits humains. C'est vrai pour la Suisse comme au plan international. Les syndicats représentent une part importante, voire la part de loin la plus importante dans certains pays, de cette histoire. Mais ils n'ont et n'ont pas eu par le passé non plus le monopole de cette fête, en Suisse également. Chez nous, ce jour a en outre toujours eu une coloration très régionale où il n'y a pas eu et il n'y a toujours pas de manifestation centralisée aujourd'hui. Quasiment toutes les communes de plus de 10 000 habitant(e)s ont connu et connaissent des Fêtes du 1^{er} Mai, ce qui favorise une large participation de la population et la collaboration de groupements dont le rayonnement se limite parfois à la région.

Hétérogénéité, mais concentration thématique

Malgré cette apparence très hétérogène au premier abord du 1^{er} Mai en Suisse, la thématique qu'il développe a, tout au long des 125 dernières années, toujours logiquement reflété les conflits sociaux d'actualité. Les syndicats en profitent pour attirer l'attention du public sur les principales revendications du moment. S'ils n'atteignent pas l'unité au plan national, ils parviennent à obtenir une concentration thématique de par leur présence partout dans le pays, à savoir en participant à l'organisation de toutes les manifestations du 1^{er} Mai. En règle générale, ils ont à chaque fois un orateur ou une oratrice, sans parler d'une présence uniforme à travers les rubans, le slogan national, l'appel et les affiches du 1^{er} Mai.

Thèmes et formes : une vue d'ensemble

Pendant les 30 premières années, le thème de la journée de travail de 8 heures a dominé les 1^{er} Mai. Depuis le 20^e siècle, les revendications sociales sont aussi au premier rang, leur concrétisation à travers des lois ou des conventions collectives de travail étant mis en exergue en fonction du thème abordé ou de l'organisation concernée. On ne sera pas étonné de constater que, dans la démocratie directe qu'est la Suisse, toutes les votations populaires qui ont lieu aux alentours du 1^{er} Mai et ont une portée sociale sont évoquées à cette occasion. La forme prise par ces manifestations n'a, quant à elle, cessé de se modifier au fil des 125 dernières années. Elle reflète la culture des organisations de gauche et, ce qui n'étonnera pas, elle s'est montrée plus combative à l'époque de la lutte ouverte des classes et a recouru à une symbolique nationale face à la menace du fascisme. Pas surprenant donc que, depuis les années 1990, les 1^{er} Mai ont eu des accents plus combatifs que les 30 années précédentes ; cela, surtout à cause des syndicats qui ne revendiquent alors pas seulement des nouvelles formes de protection des salarié(e)s, mais doivent défendre l'acquis contre les attaques de la droite.

Ce qui n'a cependant pas changé avec le 1^{er} Mai, c'est qu'à côté de son volet combatif, cette date a toujours été un jour de fête pour le mouvement ouvrier. Pour certaines personnes qui y participent, le

côté festif est aussi le premier à compter, ce qui ne trahit pas un comportement apolitique mais permet de « recharger les batteries ».

Bref aperçu des origines et de l'histoire du 1^{er} Mai

Le mouvement ouvrier, qui prend de l'ampleur à la fin du 19^e siècle, place alors surtout la journée de 8 heures au centre de ses revendications, une revendication que les syndicats des États-Unis entendaient faire aboutir le 1^{er} mai 1886, cette date étant le jour où les ouvriers négociaient traditionnellement leurs nouvelles conditions de travail. Ce 1^{er} mai-là, une grande grève éclata à Chicago. Elle s'achèvera le 4 mai par un attentat contre la police et une bataille de rue. Et au cours de la parodie de procès qui s'ensuivit, sept dirigeants du mouvement ouvrier seront condamnés à mort. Quatre subiront le châtiment suprême, un se suicidera dans sa prison, deux seront graciés et leur peine commuée en détention à vie.

La décision du Congrès international des travailleurs

En Europe et en Australie aussi, le jeune mouvement ouvrier revendique avant tout des conditions de travail humaines et surtout la journée de 8 heures de travail. C'est ce que veut obtenir le Congrès international des travailleurs, qui se tient à Paris en 1889 et se constituera ensuite en Deuxième internationale socialiste, à travers des manifestations simultanées dans tous les pays et toutes les villes du monde, manifestations lors desquelles les travailleurs et travailleuses revendiqueront des pouvoirs publics la durée quotidienne du travail de 8 heures. La confédération syndicale américaine voulut, en souvenir de la grève de Chicago, entamer le 1^{er} mai 1890 ce combat pour la journée de 8 heures, une date acceptée par les congressistes européens. Et en 1891, un nouveau congrès de la Deuxième internationale décida de proclamer le 1^{er} mai jour de lutte. La fête du 1^{er} Mai 1890 prendra des formes différentes selon le pays. À Londres, ce sont 30 000 personnes qui manifestent à Hyde Park. En Allemagne, on n'assiste qu'à de rares cortèges. L'empereur avait ordonné à l'armée de réprimer impitoyablement tout trouble et le SPD, interdit pendant onze années, ne voulait pas mettre sa montée en puissance en danger.

Les débuts du 1^{er} Mai en Suisse

En Suisse, le 1^{er} Mai 1890 est fêté dans pas moins de 34 localités. À cette époque, l'Union syndicale suisse (USS) comptait à peine 5 000 membres, le Parti socialiste suisse avait 9 mois d'existence. « Quelques milliers » de personnes ont probablement débrayé ce jour-là, la plupart à Berne. En début d'après-midi, on dénombre déjà 2 000 manifestants qui défilent dans les rues de la ville fédérale, sagement rangés derrière un drapeau qui demande le respect des droits humains. Dans la plupart des localités, les manifestations du soir connaissent cependant une plus grande affluence. Dans de nombreuses localités, plusieurs cortèges se font concurrence, surtout entre des indigènes et des nouveaux arrivants (pas seulement des étrangers et des étrangères). La qualité des sources des chiffres concernant la participation à ces premiers 1^{er} Mai s'explique par le fait que l'administration fédérale faisait espionner systématiquement les manifestations...

En 1919 : 50 000 manifestant(e)s à Zurich

En 1910, le 1^{er} Mai est célébré dans 96 localités suisses. À Zurich, le nombre des manifestant(e)s dépasse à plusieurs reprises les 10 000 avant la Première Guerre mondiale. Jusqu'à cette dernière, le principal sujet évoqué est clairement celui de la journée de travail de 8 heures. Avec la Première Guerre mondiale, on assiste à une baisse de la participation, mais en 1918, en raison de la détresse

accrue qui frappe les familles d'ouvriers et ouvrières, l'affluence aux manifestations du 1^{er} Mai reprend. La plus grande manifestation a lieu en 1919 à Zurich. 50 000 personnes prennent part au défilé. Un peu auparavant – fruit tardif de la Grève générale – la journée de 8 heures (plus exactement la semaine de 48 heures dans de nombreuses branches) avait été introduite.

De l'intégration...

Malgré ce succès, les Fêtes du 1^{er} Mai sont désormais organisées dans tout le pays. Des luttes entre différents courants de la gauche marqueront surtout les années 1920, le combat contre le fascisme les années 1930 et l'intégration progressive du mouvement de la gauche dans l'État bourgeois, sur lequel les sociaux-démocrates exercent toutefois leur influence, à partir des années 1930. En 1938, l'USS et le Parti socialiste recommandent pour la première fois de participer aux cortèges du 1^{er} Mai en prenant aussi un drapeau suisse. Dans les années 1950, les Fêtes du 1^{er} Mai sont, de manière flagrante, marquées par la volonté de réaliser cette intégration. Maintenant, on est intégré, ce que symbolisent les groupes costumés et les dames d'honneur qui participent aux cortèges, ainsi que les revendications plus modestes qui sont formulées. Les déclarations militantes sont plus marginales. La principale voix de l'opposition est celle des salarié(e)s étrangers qui, à Zurich, ont commencé à être les plus nombreux dans les cortèges dès le début des années 1960.

.... aux nouvelles revendications

Peu de temps après, de nombreuses fractions des nouvelles gauches, les mouvements estudiantins, féministes, écologistes, pacifistes, tiers-mondistes et antinucléaires apportèrent de nouvelles couleurs et revendications lors des manifestations du 1^{er} Mai. Devant, des fanfares ouvrières qui jouent des airs patriotiques et, juste derrière, les jeunes-turcs combattifs, c'est ainsi que la Tagwacht, un journal socialiste, décrivait en son temps la manifestation du 1^{er} Mai 1969 à Berne.

Depuis les années 1970, la composition des cortèges de manifestant(e)s se modifie. Au lieu de cortèges fermés, composés essentiellement des syndicats et du Parti socialiste, trois centres sont désormais à différencier : les syndicalistes classiques, les groupes d'immigré(e)s et les nouveaux mouvements sociaux. Les 20 années suivantes, ces trois blocs se tiendront à distance prudente les uns des autres. Depuis les années 1990, mis à part quelques cas particuliers, on assiste cependant à une nouvelle « fusion » et unification au sein des cortèges placés la plupart du temps sous la houlette des syndicats. Cela n'est pas étonnant, car les syndicats se sont fondamentalement réformés pendant les 25 dernières années et constituent aujourd'hui de toute évidence la plus grande organisation d'immigré(e)s de Suisse. De plus, nombre d'anciens membres actifs de petits mouvements sociaux, qui se positionnaient à gauche du Parti socialiste, jouent actuellement un rôle important au sein des syndicats, comme militant(e)s ou syndicalistes professionnels.

Le Solifonds dédie son action du 1^{er} Mai aux syndicats du Pakistan

Le Solifonds¹ dédie son action du 1^{er} Mai 2015 aux syndicats pakistanais qui doivent travailler dans des conditions très difficiles.

Yvonne Zimmermann, coordinatrice du Solifonds

« Depuis que nous avons fondé un syndicat, nous nous sentons libres, déclare Zahida Mukhtiar, une ouvrière à domicile de Godhra Colony, un quartier de Karachi au Pakistan. Avant, nous ne sortions jamais et n'avions pas de contacts entre nous. » Depuis qu'elles se sont regroupées, les travailleuses ne se laissent plus voler leur salaire. « Les intermédiaires savent désormais que s'ils parviennent à duper l'une d'entre nous, nous la défendrons ensemble, raconte-t-elle. Ils n'osent même plus essayer. »

Au Pakistan, le travail à domicile est l'une des pires formes d'externalisation du travail, car le salaire aux pièces suffit à peine pour survivre. Les ouvrières à domicile veulent dès lors faire reconnaître et respecter leurs droits de travailleuses.

Mais elles ne sont pas les seules à subir une exploitation éhontée : au Pakistan, 90 % des entreprises fonctionnent sans autorisation et moins de 5 % des ouvrières et des ouvriers peuvent espérer toucher une rente. Tous les autres salariés sont employés dans le secteur informel, engagés par des agences de placement et sans contrat. Ils travaillent dans des conditions indicibles, souvent sept jours par semaine, comme c'est le cas dans les milliers d'usines textiles. L'industrie du tissage, à Faisalabad par exemple, rappelle le capitalisme qui régnait à Manchester il y a plus d'un siècle. Lorsque les tisserands se sont syndiqués pour exiger de meilleurs salaires, la répression ne s'est pas fait attendre. À Faisalabad et à Karachi, des syndicalistes ont fait l'objet de fausses plaintes fondées sur la loi antiterroriste. À Faisalabad, treize syndicalistes croupissaient il y a peu derrière les barreaux, certains depuis cinq ans, condamnés à un total de 490 années de prison. A Karachi, une condamnation a pu être évitée en première instance, essentiellement grâce à un vaste mouvement de solidarité. Les syndicats pakistanais s'activent dans des conditions extrêmement difficiles. Leurs membres font souvent l'objet de plaintes forgées de toutes pièces, leurs organisations sont anéanties ou déclarées illégales. Malgré les difficultés, les syndicalistes continuent de se battre pour leurs droits et contre la criminalisation.

Le Solifonds soutient leur lutte. Le lundi 13 avril, il recevait une bonne nouvelle : la Cour suprême du Pendjab a acquitté les treize syndicalistes de Faisalabad et le 21 avril, ces derniers sortaient de prison !

23 avril 2015

Lettr'Info Spécial 1^{er} Mai

¹ Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde, soutenu notamment par l'Union syndicale suisse et le Parti socialiste suisse ; www.solifonds.ch.

Appel du 1^{er} Mai de la Confédération syndicale internationale

Le monde a besoin d'un nouveau modèle d'entreprise

Le PIB mondial a triplé depuis 1980, or l'inégalité bat des records historiques. Les laissés-pour-compte, la face souvent cachée de cette main-d'œuvre qui fait tourner les entreprises les plus puissantes du monde, sont dépourvus de la moindre sécurité de l'emploi et soumis à des heures de travail excessives en échange de salaires de misère, généralement dans des environnements insalubres et en présence de produits dangereux pour leur santé.

Le monde est arrivé au point de rupture. Soixante pour cent du commerce mondial sont désormais contrôlés par des entreprises transnationales qui ne se cachent pas de recourir à un modèle d'entreprise basé sur l'exploitation et la violation des droits humains dans les filières d'approvisionnement. Les êtres humains, que ce soit dans leur propre pays ou à l'étranger, semblent avoir peu d'importance aux yeux des patrons de ces entreprises américaines, chinoises, coréennes ou d'autres puissances économiques.

Cela, quand les PDG de grandes multinationales savent que leurs profits sont alimentés par des niveaux salariaux tellement faibles qu'ils ne permettent pas de subvenir aux besoins vitaux, des profits qui mettent en jeu la sécurité, entraînant des blessures et des morts intolérables, des profits tirés de la contamination des sols et des cours d'eau des communautés et des profits qui servent au lobbying de gouvernements contre l'État de droit qui les en tiendrait pour responsables – un tel modèle d'entreprise est un modèle fondé sur la corruption.

Les travailleuses et travailleurs ainsi que leurs familles en ont assez. Quatre-vingt-quatorze pour cent des personnes veulent que le commerce mondial soit fondé sur la garantie du plein respect des droits des travailleuses et travailleurs. Quatre-vingt-quatorze pour cent des personnes sont en faveur de règles plus strictes en vertu desquelles les entreprises seraient tenues pour responsables de meilleurs salaires et conditions de travail. Quatre-vingt-huit pour cent des personnes à travers le monde demandent que les salaires minimums soient rehaussés.

En ce 1^{er} Mai 2015, c'est l'avidité des entreprises qui est sur la sellette, tandis que les travailleurs et travailleuses du monde entier dénoncent le modèle d'entreprise actuel comme moralement corrompu.

Nous demandons aux dirigeants politiques du monde entier d'appliquer et de veiller au plein respect de l'État de droit. Si chaque nation tenait ses entreprises pour responsables de leur conduite au niveau national comme à l'étranger, nous pourrions mettre fin à l'avidité des entreprises et faire en sorte que l'économie mondiale agisse dans l'intérêt de la majorité plutôt que du 1 % le plus riche.

Si les gouvernements défendaient des institutions du marché du travail plus fortes, qui garantissent une répartition équitable de la richesse à travers des salaires minimums vitaux et la négociation collective – fondée sur la garantie fondamentale de la liberté syndicale –, nous serions en mesure de réduire les inégalités et de mettre fin à l'avidité des entreprises.

Et si les gouvernements accordaient la priorité à la dignité du socle de protection sociale – un revenu de base et des services publics garantissant aux communautés des modes de vie durables et pacifiques – l'inexorable course vers le bas cesserait et nous pourrions reconstruire la justice économique.

Les travailleuses et travailleurs ne sont pas une marchandise. C'est le principe qui est inscrit au cœur-même de la Constitution de l'OIT et du droit international ; or c'est précisément sous ce jour que les grandes

entreprises ont de plus en plus tendance à considérer les quelque 2,9 milliards de travailleuses et travailleurs de ce monde, comme une marchandise qui garantit la fortune d'une infime minorité de nantis.

Les acquis arrachés au cours des 125 années écoulées depuis les premières mobilisations du 1^{er} Mai à travers de dures luttes par les travailleuses et travailleurs du monde sont, aujourd'hui, plus menacés que jamais.

En ce 1^{er} Mai, les travailleuses et travailleurs disent stop à l'insécurité de l'emploi et au travail dangereux. Nous demandons que des dispositions soient prises pour empêcher les entreprises de se soustraire au fisc, pour les engager dans la lutte contre la destruction climatique et pour qu'elles renoncent à la pratique consistant à dissimuler leur main-d'œuvre productive réelle sous un mille-feuille de sous-traitances et de franchises. Nous disons stop aux salaires de misère, au travail informel et au travail forcé et revendiquons la dignité de la liberté syndicale et de la négociation collective pour les travailleuses et travailleurs du monde entier.

Nous appelons les gouvernements à tenir tête aux stratégies d'intimidation utilisées par les transnationales, à recourir à l'État de droit pour faire en sorte que nous puissions tous être à l'abri de l'exploitation et construire un avenir meilleur pour nous-mêmes ainsi que pour les générations à venir.

Nous sommes unis par notre détermination commune à mettre fin à l'avidité des entreprises.

23 avril 2015

Lettr'Info Spécial 1^{er} Mai